

ACTION URGENTE

DES ORGANISATIONS ONT BESOIN D'UNE PROTECTION CONTRE LES MENACES

Le 1^{er} février, une « déclaration publique » a été diffusée au nom du « Haut commandement du bloc Magdalena Medio » des Forces d'autodéfense gaitanistes de Colombie, menaçant la vie de membres d'organisations de défense des droits humains, du territoire, de la terre et de l'environnement dans la région du Magdalena Medio en Colombie, notamment le CREDHOS et la FEDEPESAN. En janvier, d'autres menaces ont été proférées, cette fois au nom du « Bloc Magdalena Medio des FARC », contre le président du CREDHOS et d'autres défenseur·e·s des droits humains. Nous demandons aux institutions de l'État colombien de fournir sans délai une protection complète aux organisations menacées.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Luis Fernando Velasco
Ministre de l'Intérieur
Carrera 8, No. 7-83
Bogotá DC, Colombie
X : @velascoluisf

Monsieur le Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de ma profonde inquiétude concernant la situation de sécurité de défenseur·e·s des droits humains, du territoire, de la terre et de l'environnement en Colombie, en particulier celles et ceux affiliés à la Fédération des pêcheurs artisanaux, écologistes et touristiques du département de Santander (FEDEPESAN) et au Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS), organisations établies dans la ville de Barrancabermeja. Il est très perturbant de voir que ces organisations reçoivent des menaces directes de la part de groupes armés actifs dans cette région du pays, qu'elles ont été déclarées « objectif militaire » et qu'elles sont accusées de collaborer avec d'autres groupes criminels de la région, ce qui jette le discrédit sur elles.

Depuis 2020, Amnesty International recueille des informations sur le travail de défense des droits humains de ces organisations, ainsi que sur leur situation en termes de risque. Malgré des appels publics et la mise en avant de nos préoccupations, que ce soit lors de rencontres en face à face avec les autorités ou par le biais d'actions sur les réseaux sociaux et numériques, ces personnes et leurs organisations continuent d'être attaquées pour avoir défendu leurs droits, et la réponse de l'État reste insuffisante.

Je vous demande instamment de faire preuve de la plus grande diligence afin d'honorer véritablement l'obligation du ministère de l'Intérieur de coordonner les actions visant à fournir une protection complète aux personnes et organisations qui défendent les droits humains. Cela inclut des mesures de protection fournies par l'Unité nationale de protection, la mise en œuvre de la politique de protection collective établie par le décret 660 de 2018, la mise en place d'espaces de coordination interinstitutionnelle et de collaboration avec la société civile, tels que le tableau des garanties territoriales du Magdalena Medio, la coordination avec les autorités locales (municipalités et gouvernorats) responsables des réactions d'urgence et de l'accès à des voies de protection efficaces pour les personnes en danger, et la collaboration avec d'autres organismes publics tels que le bureau du médiateur et le parquet général pour une réponse globale de l'État.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le **Magdalena Medio** est une vaste vallée située entre les chaînes de montagnes colombiennes et traversée par le principal fleuve de Colombie, le Magdalena. Le pétrole est l'une des principales sources d'activité économique de la région, et la plus grande raffinerie du pays est située dans la ville de Barrancabermeja, dans le département de Santander, au cœur du Magdalena Medio. La région est également engagée dans l'agro-industrie, l'exploitation minière et l'élevage, entre autres activités économiques. Du fait de son emplacement géographique et de l'abondance de ressources à la valeur élevée, telles que le pétrole et l'eau, la région est considérée comme stratégique et a fait l'objet de conflits continus entre l'État et des groupes armés présents dans le pays. Le Magdalena Medio est par ailleurs également le théâtre de processus soutenus de mobilisation populaire et de défense des droits humains depuis des décennies. L'association de syndicats, de mouvements féministes et populaires, et de la défense des droits humains a créé des scénarios d'affirmation et de résistance particulièrement puissants. Cette situation, conjuguée à la lutte pour le contrôle territorial, politique et économique de la région par des groupes d'intérêt et des factions armées, a créé un terrain propice à la violence contre les défenseur·e·s des droits humains, qui persiste au moins depuis les années 1980. En 2023, des chiffres alarmants ont été enregistrés dans le Magdalena Medio en matière de violences perpétrées contre la population civile, en particulier des homicides. Tout ceci se déroule dans un contexte de réorganisation d'au moins quatre groupes armés présents dans la région.

La Fédération des pêcheurs artisanaux, écologistes et touristiques du département de Santander (**FEDEPESAN**) mène ses activités autour du lac San Silvestre, à proximité de la ville de Barrancabermeja. La FEDEPESAN a signalé la pollution de l'eau par des entreprises régionales, ainsi que la présence d'organisations criminelles impliquées dans le trafic de stupéfiants et a traité des êtres humains. C'est dans ce contexte que la présidente de la FEDEPESAN, Yuly Velázquez, a subi de nombreuses formes de violence, recensées par Amnesty International, notamment une menace en novembre 2020, des impacts de balles à son domicile en janvier 2021, des actes d'intimidation lors d'activités de protestation en août 2021, une agression à main armée en mai 2022, et une autre en juillet 2022 (durant laquelle un agent de sécurité de son dispositif de protection a été blessé). En février 2021, Amnesty International a lancé une Action urgente à la suite de graves menaces proférées par l'Armée de libération nationale (ELN) contre le vice-président de la FEDEPESAN. Amnesty International a constaté des failles dans le fonctionnement du programme de protection fourni par l'État à Yuly Velásquez par l'intermédiaire de l'Unité de protection nationale (UNP), étant donné le niveau élevé de risque auquel elle est exposée.

Le Comité régional de défense des droits humains (**CREDHOS**), également établi dans la ville de Barrancabermeja, a été fondé en 1987 et est épaulé par Amnesty International depuis plusieurs années. En 2000, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a pris des mesures de précaution en faveur du CREDHOS en raison de menaces émanant de groupes paramilitaires. En 2016, l'Unité des victimes, instance du gouvernement colombien, a reconnu que le CREDHOS pouvait prétendre à des réparations collectives après avoir subi, en tant qu'organisation, de graves violations des droits fondamentaux dans le contexte du conflit armé.

Amnesty International a confirmé que les menaces et les agressions visant des personnes appartenant au CREDHOS en tant que collectif ont persisté ces dernières années, dans le contexte de la présence d'organisations armées sur le territoire où il travaille. En avril 2021, Amnesty International avait déjà publié une Action urgente demandant la protection du CREDHOS, en raison des graves menaces dont ses membres étaient victimes à l'époque. La protection actuellement fournie par l'État est insuffisante compte tenu de la gravité des menaces dont le CREDHOS a collectivement fait l'objet ces dernières années.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol. Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 9 avril 2024

NOM : Le CREDHOS et la FEDEPESAN

AU PRÉCÉDENTE : N/A